



CDAS 05/07/2022

DECLARATION LIMINAIRE CGT DU 05/07/2022

Cela fait des années maintenant, que nous luttons pour que l'action sociale, acquise à la faveur de luttes menées, demeure.

Cela fait des années que l'État souhaite se désengager de ce qui ne rapporte pas : le social c'est plus son truc décidément.

Cela fait des années que tout est bon, pour démolir cette belle bâtisse pourtant, faite de prestations offertes aux agents, actifs ou retraités, à leurs enfants... au nom de la solidarité, de la fraternité, de la cohésion ...de valeurs humanistes auxquels chacun peut prétendre.

Le SG ne tarit pas, de GT en GT, de CNAS en CNAS, de concertations en concertations. Lui seul, se targue de satisfecit quand les organisations syndicales dans leur ensemble ne cessent de clamer leur opposition à cette réforme funeste.

Certes vous concertez, cela étant ... peu importe les arguments, les oppositions ... elles restent vaines, le SG indifférent, poursuit à marche forcée, avec détermination ce que vous nommez « réforme » quand nous parlons de saccage.

Arborer la concertation de manière aussi récurrente confine à la provocation.

Ainsi l'ordre du jour de ce CDAS, prévoit le traditionnel point sur la réforme de l'action sociale.

En effet, cette réforme avance, incontestablement, nous le constatons bien en Gironde dont nous pouvons faire le point à notre tour.

Le parc EPAF girondin : c'est cadeau !

2 résidences EPAF : Soulac et Lège Cap Ferret, vont être « offertes » au privé.

L'histoire de la résidence de Soulac est singulière.

Il s'agit d'un leg sous condition d'implantation d'une colonie de vacances, consentie au profit des enfants du seul personnel de l'imprimerie nationale, qui était une des directions de notre Ministère, en 1952.

Le bien est donc devenu propriété de l'État, puis confié par convention à l'EPAF en 1977.

Cependant, lors de la transformation de l'Imprimerie Nationale en société anonyme, en 1994, l'État lui a apporté la propriété de Soulac, en respect de la volonté du donateur, donateur qui ne s'attendait sûrement pas à ce que l'imprimerie nationale finisse de la sorte.

Et un cadeau au privé, un !

La résidence « les Grépins » du Cap Ferret était fin des années 70, le remarquable emplacement de l'ancien poste-vigie des Douanes du Cap-Ferret, suscitant la convoitise des propriétaires riverains qui auraient bien aimé écrire une nouvelle page sur leur propriété.

Mais, en ce temps là, la Direction du Personnel du Ministère ne l'entendit pas de cette oreille. Elle missionna sa Sous-Direction des Services Sociaux afin de réaliser une oeuvre sociale pour le personnel, à double vocation: centre pour "ados" l'été, maison de vacances famille en dehors.

Et re'cadeau !

En résumé, l'État fait du fric sur le dos d'un généreux donateur n'hésitant pas à dévoyer sa volonté altruiste présumée, et en bradant le domaine public.

Les prestations d'action sociale ou le choix sur les miettes

En matière de prestations d'action sociale, la Gironde n'est pas la dernière non plus à devoir contribuer à cette détérioration.

A commencer par la restauration collective.

Conformément aux orientations énoncées dans la note de début d'année, un chantier devrait s'ouvrir prochainement sûrement « pour mieux répondre aux besoins des agents ».

Sauf que, déjà, là le bât blesse.

Nous sentons bien que sous couvert de crise sanitaire, de difficultés de gestion, de télétravail, de prévision compliquée de la fréquentation du restaurant administratif, les arguments pleuvent pour mieux faire avaler les restrictions de l'offre en matière de restauration collective qui frappent déjà.

Alors que nous savons que la Cité administrative va connaître une densification avec l'arrivée d'une autre administration, que nombre de collègues compte tenu des longues files d'attente finissent par renoncer à manger au RIA, se résolvant à se restaurer sur le bout du bureau, ce que l'on sait bien entendu être interdit pour des raisons d'hygiène.

Citons aussi le bâtiment INSIGHT qui bien que neuf, n'a même pas prévu de mode de restauration collective, bien que calibré pour plusieurs centaines d'agents publics.

Quand en même temps, pour essayer de nous faire oublier nos conditions de travail détériorées, les innovations en matière de management participatif nous invitent à faire preuve d'imagination dans le cadre de fonds divers et variés comme: les Fonds d'innovations locales, ou Fonds d'amélioration du cadre de vie...autant de miettes concédées à notre latitude.

Nous considérons que réduire l'offre de restauration contribue à affaiblir le collectif de travail, seul moment de convivialité réellement partagé entre collègues.

Amoindrir l'offre en matière d'action sociale ne peut qu'amplifier la déstructuration du collectif, et en rajouter au mal être ambiant...

Le réseau de l'action sociale ou l'avènement d'une nouvelle forme d'action, un nouveau concept : la proximité éloignée !

Effectivement comme il a été expliqué, le délégué s'il reste délégué, ne sera plus départemental, mais de proximité.

Mais quel est donc le périmètre de cette proximité ?

Aurons nous notre délégué en Gironde, et si oui de combien de départements devra t il être « proche » ?

Quels moyens seront ils mis à leur disposition afin d'assurer la proximité éloignée de leur penthière ?

La téléportation sera t elle livrée avec l'affectation de ces personnels ?

Autant de questions qui soyent en assurés, remuent vraiment nos méninges

Tous ces combats... quand en même temps ...

Mc Do passe à table et accepte de régler rubis sur l'ongle pour éviter de payer le juste prix de sa fraude fiscale, qui serait bien plus élevé encore, une addition de 1,245 milliard d'Euros dans le cadre d'une procédure de Convention Judiciaire d'Intérêt Public.

Ce « pactole » permettrait de rémunérer pendant un an 26 000 fonctionnaires, pour prendre soin de nos proches ou répondre au défi environnemental, financer les retraites et pourquoi pas ?

récupérer nos résidences EPAF.....

